

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRELEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 3222

[99/14119]

26 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998 portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1999

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1997, portant approbation du deuxième contrat de gestion de La Poste, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998, portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1999;

Vu la proposition des Organes de Gestion de LA POSTE;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 19, 1^{er} alinéa de l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998, portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1999 est remplacé par le nouvel article 19, 1^{er} alinéa, suivant :

« Art. 19. Il est émis deux timbres-poste spéciaux avec surtaxe constituant l'émission « Solidarité-Croix-Rouge de Belgique », consacrés à la prévention dentaire et aux premiers soins. »

Art. 2. Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 3223

[99/22605]

29 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 68;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 24 avril 1974, 23 mars 1977, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 14 août 1987, 15 août 1987, 7 novembre 1988, 4 mars 1991, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 21 février 1994, 20 avril 1994, 12 août 1994, 16 décembre 1994, 13 janvier 1995, 13 novembre 1995, 20 août 1996, 13 juillet 1997 et 8 août 1998;

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, Section Programmation et Agrément, donné le 8 janvier 1998, le 11 juin 1998 et le 11 mars 1999;

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 3222

[99/14119]

26 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 maart 1998 houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1997, houdende goedkeuring van het tweede beheerscontract van De Post, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 1998 houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1999;

Gelet op het voorstel van de Beheersorganen van DE POST;
Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 19, 1e alinea, van het koninklijk besluit van 1 maart 1998, houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1999, wordt vervangen door een nieuw artikel 19, 1e alinea :

« Art. 19. Er worden, in de serie « Solidariteit-Het Belgische Rode Kruis », twee speciale postzegels met toeslag uitgegeven over tandverzorging en eerste hulp.

Art. 2. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 3223

[99/22605]

29 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 68;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 24 avril 1974, 23 mars 1977, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 14 août 1987, 15 août 1987, 7 novembre 1988, 4 mars 1991, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 21 février 1994, 20 avril 1994, 12 août 1994, 16 décembre 1994, 13 janvier 1995, 13 novembre 1995, 20 août 1996, 13 juillet 1997 et 8 août 1998;

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, Section Programmation et Agrément, donné le 8 janvier 1998, le 11 juin 1998 et le 11 mars 1999;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 3223

[99/22605]

29 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 68;

Gelet het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 september 1966, 12 januari 1970, 16 februari 1971, 15 februari 1974, 24 april 1974, 23 maart 1977, 12 april 1984, 25 juni 1985, 7 juli 1986, 14 augustus 1987, 15 augustus 1987, 7 november 1988, 4 maart 1991, 17 oktober 1991, 12 oktober 1993, 21 februari 1994, 20 april 1994, 12 augustus 1994, 16 december 1994, 13 januari 1995, 13 november 1995, 20 augustus 1996, 13 juli 1997 en 8 augustus 1998;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Programmatie en Erkenning, uitgebracht op 8 januari 1998, 11 juni 1998 en 11 maart 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 28 octobre 1998;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 30 octobre 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales, et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 24 avril 1974, 23 mars 1977, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 14 août 1987, 15 août 1987, 7 novembre 1988, 4 mars 1991, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 21 février 1994, 20 avril 1994, 12 août 1994, 16 décembre 1994, 13 janvier 1995, 13 novembre 1995, 20 août 1996, 13 juillet 1997 et 8 août 1998, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit :

« Art. 3bis. § 1^{er}. Sans préjudice de la possibilité pour un enfant mineur âgé d'au moins 15 ans d'être hospitalisé dans un service des maladies infantiles (index E) ou dans un service neuropsychiatique pour enfants (index K), aucun mineur âgé de moins de 15 ans ne peut être hospitalisé dans le service neuropsychiatique d'observation et de traitement (index A), ni dans le service de traitement neuropsychiatrique (index T) ni dans le groupe des services pour adultes, tel que défini à l'article 1bis, 5^o, de l'arrêté royal du 30 janvier 1989 fixant les normes complémentaires d'agrément d'hôpitaux et des services hospitaliers et précisant la définition des groupements d'hôpitaux et les normes particulières qu'ils doivent respecter.

Une dérogation peut être accordée par l'autorité de la communauté concernée qui a l'agrément dans ses attributions pour les hôpitaux où sont effectuées à la fois des prestations chirurgicales et autres prestations médicales exclusivement pour les mineurs.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les mineurs âgés de moins de 15 ans peuvent toutefois être admis dans les services visés dans ce paragraphe, à condition que ce soit pour l'un des traitements ou interventions suivants :

- le traitement des grands brûlés;
- les greffes de moëlle;
- les transplantations;
- les interventions effectuées au sein d'un service de neurochirurgie, tel que défini à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1986 fixant les normes auxquelles un service d'imagerie médicale où est installé un tomographe axial transverse doit répondre pour être agréé comme service médico-technique lourd au sens de l'article 44 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987;

— le traitement spécialisé d'affections pneumologiques pédiatriques dans les hôpitaux disposant d'au moins 300 lits universitaires agréés;

à condition que l'hôpital qui ne dispose pas d'un service des maladies infantiles agréé (index E) ait conclu, avec un hôpital qui dispose bien d'un tel service, une convention de collaboration lui permettant d'avoir recours à un médecin spécialisé en pédiatrie.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les mineurs âgés de moins de 15 ans peuvent toutefois être admis dans les services visés dans ce paragraphe pour y subir des interventions chirurgicales dans le cadre d'une « hospitalisation chirurgicale de jour », au sens de l'arrêté royal du 25 novembre 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction « hospitalisation chirurgicale de jour », et restent hospitalisés pour les complications médicales qui en résultent. L'admission susvisée est toutefois subordonnée à la condition que l'hôpital qui ne dispose pas d'un service des maladies infantiles agréé (index E) ait conclu, avec un hôpital qui dispose bien d'un tel service, une convention de collaboration lui permettant d'avoir recours à un médecin spécialisé en pédiatrie.

Gezien het advies van de Inspecteur van Financiën van 28 oktober 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad op 30 oktober 1998, betreffende de adviesaanvraag binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 19 januari 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 september 1966, 12 januari 1970, 16 februari 1971, 15 februari 1974, 24 april 1974, 23 maart 1977, 12 april 1984, 25 juni 1985, 7 juli 1986, 14 augustus 1987, 15 augustus 1987, 7 november 1988, 4 maart 1991, 17 oktober 1991, 12 oktober 1993, 21 februari 1994, 20 april 1994, 12 augustus 1994, 16 december 1994, 13 januari 1995, 13 november 1995, 20 augustus 1996, 13 juli 1997 en 8 augustus 1998, wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3bis. § 1. Onverminderd de mogelijkheid voor een minderjarige van minstens 15 jaar om te worden opgenomen in een dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E) of in een dienst neuro-psychiatrie voor kinderen (kenletter K), mag geen enkele minderjarige jonger dan 15 jaar worden opgenomen in de dienst voor neuro-psychiatrie voor observatie en behandeling (kenletter A), noch in de dienst voor neuro-psychiatrische voor behandeling (kenletter T), noch in de groep diensten voor volwassenen, zoals bepaald in artikel 1bis, 5^o, van het koninklijk besluit van 30 januari 1989 houdende vaststelling van aanvullende normen voor de erkenning van ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten alsmede tot nadere omschrijving van de ziekenhuisgroeperingen en van de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen.

Door de overheid van de betrokken gemeenschap, die bevoegd is voor de erkenning van ziekenhuizen, kan een afwijking worden toegestaan aan de ziekenhuizen waar uitsluitend aan minderjarigen zowel chirurgische als andere geneeskundige verstrekkingen worden verleend.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen minderjarigen jonger dan 15 jaar wel worden opgenomen in de diensten bedoeld in die paragraaf op voorwaarde dat dit gebeurt voor één van de volgende behandelingen of ingrepen :

- de behandeling van personen met ernstige brandwonden;
- beenmergtransplantaties;
- transplantaties;
- ingrepen die verricht worden in een neurochirurgiedienst zoals bepaald in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 28 november 1986 houdende vaststelling van de normen waaraan een dienst voor medische beeldvorming waarin een transversale axiale tomograaf wordt opgesteld, moet voldoen om te worden erkend als medisch-technische dienst zoals bedoeld in artikel 44, van de wet op de ziekenhuizen;

— de gespecialiseerde behandeling van pneumologische aandoeningen bij kinderen in ziekenhuizen, welke over minstens 300 erkende universitaire bedden beschikken;

op voorwaarde dat het ziekenhuis, zo het niet beschikt over een erkende dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E) een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten met een ziekenhuis dat wel over een dergelijke dienst beschikt zodat het een beroep kan doen op een geneesheer gespecialiseerd in de kindergeneeskunde.

§ 3. In afwijking van § 1 mogen in de diensten bedoeld in die paragraaf, minderjarigen jonger dan 15 jaar wel worden opgenomen voor het verlenen van heelkundige verstrekkingen in een functie « chirurgische daghospitalisatie », bedoeld in het koninklijk besluit van 25 november 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie « chirurgische daghospitalisatie », en verder opgenomen blijven voor de behandeling van de medische verwikkelingen die hierop volgen. De hiervoor bedoelde opname is evenwel slechts toegestaan op voorwaarde dat het ziekenhuis, zo het niet over een erkende dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E) beschikt, een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten met een ziekenhuis dat wel over een dergelijke dienst beschikt zodat het een beroep kan doen op een geneesheer gespecialiseerd in de kindergeneeskunde.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les mineurs âgés de moins de 15 ans peuvent être admis, en cas de circonstances exceptionnelles dans un service des soins intensifs (index I) ou dans un service des maladies contagieuses (index L), sous la surveillance d'un médecin responsable et d'un pédiatre, dans le cadre d'une convention de collaboration.

§ 5. Par dérogation au § 1^{er}, des mineurs âgés de moins de 15 ans peuvent être admis dans un service relevant du groupe des services pour adultes lorsqu'il n'y a pas d'hôpital disposant d'un service des maladies infantiles agréé (index E) dans un rayon de 25 km et à condition que l'hôpital où est hospitalisé l'enfant soit lié par une convention de collaboration avec un hôpital disposant d'un service des maladies infantiles agréé (index E) et qu'il puisse, à tout moment, faire appel à un médecin spécialiste en pédiatrie. ».

Art. 2. A la section III. (« Normes d'organisation ») de la rubrique « Normes générales applicables à tous les établissements concernant tous les services sans distinction, quel que soit l'index » de l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 24 avril 1974, 23 mars 1977, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 14 août 1987, 15 août 1987, 7 novembre 1988, 4 mars 1991, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 21 février 1994, 20 avril 1994, 12 août 1994, 16 décembre 1994, 13 janvier 1995, 13 novembre 1995, 20 août 1996, 13 juillet 1997 et 8 août 1998, le 1^{er bis}, abrogé par l'arrêté royal du 4 mars 1991, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 1^{er bis}. Chaque hôpital disposant d'un service agréé des maladies infantiles (index E), de même que chaque hôpital qui ne dispose pas d'un tel service, mais qui est autorisé, en application du présent arrêté, à traiter des enfants, doit adopter, à l'issue d'une réflexion multidisciplinaire en son sein, un protocole définissant les axes d'une prise en charge spécifique des enfants, tant en hospitalisation, qu'en ambulatoire; l'exécution de cette obligation relève de la responsabilité du gestionnaire de l'hôpital.

Ce protocole traitera en particulier :

- des mesures particulières d'information, de conseils et de soutien psychologique à destination des enfants, de leurs parents ou de leurs représentants légaux;
- des actions à mettre en œuvre pour associer, dans la mesure du possible, les parents à l'administration des soins prodigues à leur enfant;
- des initiatives mises en place pour améliorer le confort des enfants hospitalisés, en ce qui concerne notamment la décoration des locaux, les repas, les heures de visite;
- des mesures spécifiques visant à assurer la surveillance et la sécurité des enfants tant au sein de l'hôpital, que dans ses abords immédiats (parking, etc.);
- des mesures de concertation entre un pédiatre et le médecin responsable du service pour adultes où est hospitalisé un enfant de plus de 14 ans;
- des mesures de concertation entre les infirmiers spécialisés en pédiatrie et les infirmiers des autres services.

Ce protocole est communiqué aux membres du personnel de l'hôpital, et mis à la disposition des enfants, de leurs parents ou de leurs représentants légaux. ».

Art. 3. A la section III (« Normes d'organisation ») de la rubrique « Normes spéciales s'adressant aux services des maladies infantiles : index E » de l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 24 avril 1974, 23 mars 1977, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 14 août 1987, 15 août 1987, 7 novembre 1988, 4 mars 1991, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 21 février 1994, 20 avril 1994, 12 août 1994, 16 décembre 1994, 13 janvier 1995, 13 novembre 1995, 20 août 1996, 13 juillet 1997 et 8 août 1998, le 3^e est remplacé comme suit :

« 3^e Les soins sont confiés à du personnel qualifié. Au moins un infirmier pédiatrique doit être assisté d'un nombre suffisant d'auxiliaires, tant en ce qui concerne les soins proprement dit, que pour assurer aux mineurs hospitalisés âgés de moins de 15 ans des activités ludiques et l'occupation des temps libres, ainsi qu'un soutien psycho-social pour ces mineurs et leur famille ou les représentants légaux.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 kunnen minderjarigen jonger dan 15 jaar in uitzonderlijke omstandigheden worden opgenomen in een dienst intensieve zorgen (kenletter I) of in een dienst voor besmettelijke ziekten (kenletter L), onder het toezicht dat, binnen het kader van een samenwerkingsovereenkomst, gezamenlijk wordt uitgeoefend door de verantwoordelijke geneesheer en een kinderarts.

§ 5. In afwijking van § 1 kunnen minderjarigen jonger dan 15 jaar worden opgenomen in een dienst die deel uitmaakt van de groep diensten voor volwassenen als er in een straal van 25 km geen ziekenhuis is dat beschikt over een erkende dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E), en op voorwaarde dat het ziekenhuis een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten met een ziekenhuis dat wel over een erkende dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E) beschikt zodat het op elk ogenblik een beroep kan doen op een geneesheer gespecialiseerd in de kindergeneeskunde. ».

Art. 2. In onderdeel III. (« Organisatorische normen ») van de rubriek « De algemene normen, die op al de inrichtingen toepasselijk zijn, betreffen al de diensten zonder onderscheid, ongeacht hun kenletter » van de bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 september 1966, 12 januari 1970, 16 februari 1971, 15 februari 1974, 24 april 1974, 23 maart 1977, 12 april 1984, 25 juni 1985, 7 juli 1986, 14 augustus 1987, 15 augustus 1987, 7 november 1988, 4 maart 1991, 17 oktober 1991, 12 oktober 1993, 21 februari 1994, 20 april 1994, 12 augustus 1994, 16 december 1994, 13 januari 1995, 13 november 1995, 20 augustus 1996, 13 juli 1997 en 8 augustus 1998, wordt 1^{er bis}, opgeheven door het koninklijk besluit van 4 maart 1991, opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« 1^{er bis}. Elk ziekenhuis dat over een erkende dienst voor kindergeneeskunde beschikt (kenletter E), evenals elk ziekenhuis dat niet over een dergelijke dienst beschikt maar waar het is toegestaan in toepassing van onderhavig besluit, kinderen te behandelen, moet, na multidisciplinair beraad binnen de instelling, een protocol goedkeuren dat de hoofdlijnen bepaalt voor de specifieke opvang van de opgenomen of ambulant verzorgde kinderen; de uitvoering van deze verplichting behoort tot de verantwoordelijkheid van de beheerder van het ziekenhuis.

Dit protocol behandelt in het bijzonder :

- specifieke maatregelen inzake het informeren, het geven van advies en het verlenen van psychologische steun aan de kinderen, hun ouders of hun wettelijke vertegenwoordigers;
- initiatieven die moeten worden genomen om, in de mate van het mogelijk, de ouders te betrekken bij de zorgverlening aan hun kind;
- initiatieven om het comfort van de opgenomen kinderen te verbeteren, meer bepaald voor wat betreft de inrichting van de zalen, de maaltijden, de bezoeken;
- specifieke maatregelen om het toezicht op en de veiligheid van de kinderen, zowel in het ziekenhuis als in de onmiddellijke omgeving, te waarborgen (parkeerterrein, enz.);
- maatregelen inzake het overleg tussen een kinderarts en de arts verantwoordelijk voor de dienst voor volwassenen waar een kind ouder dan 14 jaar is opgenomen;
- maatregelen inzake het overleg tussen pediatrisch verpleegkundigen en verpleegkundigen van andere diensten.

Dit protocol wordt meegedeeld aan de personeelsleden van het ziekenhuis en wordt ter beschikking gesteld van de kinderen, hun ouders en hun wettelijke vertegenwoordigers. ».

Art. 3. In onderdeling III (« Organisatorische normen ») van de rubriek « Bijzondere normen toepasselijk op de dienst voor kindergeneeskunde : kenletter E », van de bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot vaststelling van de normen waaraan de ziekenhuizen en hun diensten moeten voldoen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 september 1966, 12 januari 1970, 16 februari 1971, 15 februari 1974, 24 april 1974, 23 maart 1977, 12 april 1984, 25 juni 1985, 7 juli 1986, 14 augustus 1987, 15 augustus 1987, 7 november 1988, 4 maart 1991, 17 oktober 1991, 12 oktober 1993, 21 februari 1994, 20 april 1994, 12 augustus 1994, 16 december 1994, 13 januari 1995, 13 november 1995, 20 augustus 1996, 13 juli 1997 en 8 augustus 1998, wordt 3^e vervangen door :

« 3^e De verzorging wordt toevertrouwd aan deskundig personeel. Minstens één pediatrisch verpleegkundige moet worden bijgestaan door een voldoende aantal hulppersonaleleden voor de eigenlijke verzorging, voor het organiseren van spelactiviteiten voor, en de vrijtijdsbesteding van, de gehospitaliseerde minderjarigen jonger dan 15 jaar, alsook voor het verlenen van psycho-sociale steun aan deze minderjarigen en hun gezinsleden of wettelijke vertegenwoordigers.

Pour l'organisation des activités ludiques et l'occupation des temps libres l'hôpital doit disposer de personnel auxiliaire à concurrence de $\frac{1}{2}$ ou 1 équivalent temps plein selon que les services des maladies infantiles (index E) comptent jusqu'à 30 lits ou plus. Le personnel auxiliaire doit être porteur d'un brevet ou d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou d'un certificat d'étude de l'enseignement secondaire et doit pouvoir justifier avoir suivi avec fruit un programme de formation de 80 heures approuvé par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

Ce programme porte notamment sur :

- la psychologie de l'enfant;
- les règles en matière de santé et d'hygiène qui doivent être appliquées dans les hôpitaux;
- la déontologie;
- les contacts avec les patients mineurs, leurs parents ou leurs représentants légaux, ainsi qu'avec le personnel médical et soignant;
- le travail en équipe et la communication.

Le soutien psycho-social des mineurs hospitalisés âgés de moins de 15 ans et de leur famille ou des représentants légaux est assuré, à concurrence de $\frac{1}{2}$ équivalent temps plein pour les services E jusqu'à 30 lits et de 1 équivalent temps plein pour les services E de plus de 30 lits, par du personnel auxiliaire porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court (A1) au moins. ».

Art. 4. Dans la rubrique « Normes spéciales s'adressant aux services neuro-psychiatriques d'observation et de traitement de malades adultes : index A » de l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 24 avril 1974, 23 mars 1977, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 14 août 1987, 15 août 1987, 7 novembre 1988, 4 mars 1991, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 21 février 1994, 20 avril 1994, 12 août 1994, 16 décembre 1994, 13 janvier 1995, 13 novembre 1995, 20 août 1996, 13 juillet 1997 et 8 août 1998, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Pour l'application des dispositions de la présente rubrique, il y a lieu d'entendre par « malades adultes » des patients âgés de 15 ans ou plus. ».

Art. 5. Dans la rubrique « Normes spéciales s'adressant aux services neuro-psychiatriques pour le traitement de malades adultes : index T » de l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966, 12 janvier 1970, 16 février 1971, 15 février 1974, 24 avril 1974, 23 mars 1977, 12 avril 1984, 25 juin 1985, 7 juillet 1986, 14 août 1987, 15 août 1987, 7 novembre 1988, 4 mars 1991, 17 octobre 1991, 12 octobre 1993, 21 février 1994, 20 avril 1994, 12 août 1994, 16 décembre 1994, 13 janvier 1995, 13 novembre 1995, 20 août 1996, 13 juillet 1997 et 8 août 1998, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Pour l'application des dispositions de la présente rubrique, il y a lieu d'entendre par « malades adultes » des patients âgés de 15 ans ou plus. ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Voor het organiseren van spelactiviteiten en vrijetijdsbesteding moet het ziekenhuis hulppersonnel in dienst hebben gelijk aan de helft van, of één voltijds equivalent, naargelang de dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E) ten hoogste 30 bedden of meer telt. De hulppersonnelsleden moeten houder zijn van een brevet of een diploma van hoger secundair onderwijs of een certificaat van secundair onderwijs en moeten kunnen bewijzen dat zij met vrucht een vormingsprogramma van 80 uren, goedgekeurd door de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, gevolgd hebben.

Dit programma is gericht op :

- kinderpsychologie;
- de voorschriften met betrekking tot gezondheid en hygiëne die in ziekenhuizen dienen te worden nageleefd;
- de deontologie;
- de omgang met minderjarige patiënten, hun ouders of hun wettelijke vertegenwoordigers en het medisch en verzorgend personeel;
- het werken in teamverband en de communicatie.

Voor het verlenen van de psycho-sociale steun aan de gehospitaliseerde minderjarigen jonger dan 15 jaar en hun gezinsleden of wettelijke vertegenwoordigers moet het ziekenhuis hulppersonnel in dienst hebben gelijk aan de helft van één voltijds equivalent naargelang de dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E) ten hoogste 30 bedden telt, en 1 voltijds equivalent voor de dienst voor kindergeneeskunde (kenletter E) met meer dan 30 bedden. Deze hulppersonnelsleden moeten ten minste een diploma van hoger onderwijs van het korte type (A1) hebben. ».

Art. 4. In de rubriek « Bijzondere normen toepasselijk op de dienst neuro-psychiatrie voor observatie en behandeling van volwassen patiënten : kenletter A » van de bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot vaststelling van de normen waaraan de ziekenhuizen en hun diensten moeten voldoen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 september 1966, 12 januari 1970, 16 februari 1971, 15 februari 1974, 24 april 1974, 23 maart 1977, 12 april 1984, 25 juni 1985, 7 juli 1986, 14 augustus 1987, 15 augustus 1987, 7 november 1988, 4 maart 1991, 17 oktober 1991, 12 oktober 1993, 21 februari 1994, 20 april 1994, 12 augustus 1994, 16 december 1994, 13 januari 1995, 13 november 1995, 20 augustus 1996, 13 juli 1997 en 8 augustus 1998, wordt het eerste lid aangevuld luidend als volgt :

« Voor de toepassing van de bepalingen van de betrokken rubriek, onder « volwassen patiënten » verstaan wordt patiënten van 15 jaar of ouder. ».

Art. 5. In de rubriek « Bijzondere normen toepasselijk op de dienst neuro-psychiatrie voor behandeling van volwassen patiënten : kenletter T » van de bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot vaststelling van de normen waaraan de ziekenhuizen en hun diensten moeten voldoen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 september 1966, 12 januari 1970, 16 februari 1971, 15 februari 1974, 24 april 1974, 23 maart 1977, 12 april 1984, 25 juni 1985, 7 juli 1986, 14 augustus 1987, 15 augustus 1987, 7 november 1988, 4 maart 1991, 17 oktober 1991, 12 oktober 1993, 21 februari 1994, 20 april 1994, 12 augustus 1994, 16 december 1994, 13 januari 1995, 13 november 1995, 20 augustus 1996, 13 juli 1997 en 8 augustus 1998, wordt het eerste lid aangevuld luidend als volgt :

« Voor de toepassing van de bepalingen van de betrokken rubriek, onder « volwassen patiënten » verstaan wordt patiënten van 15 jaar of ouder. ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking zes maanden na de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN